



TABLEAU COMPARATIF des positions d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen sur des sujets relatifs aux droits humains

Human Rights Watch a adressé à tous les candidats à l'élection présidentielle [11 questions](#) clés relatives aux droits humains en France et dans le monde. Ce tableau met en parallèle la position de HRW sur chacune de ces questions et les positions des deux candidats qualifiés pour le second tour de l'élection présidentielle, Marine Le Pen et Emmanuel Macron. Mme Le Pen n'ayant pas répondu à nos questions, ce tableau ne rend compte que de prises de position publiques et de son programme. Pour M. Macron, ce tableau prend aussi en compte ses réponses au questionnaire de HRW.

Communiqué www.hrw.org/fr/news/2017/05/01/france-les-droits-humains-en-jeu-au-second-tour-de-lelection-presidentielle
 Blog HRW www.hrw.org/fr/blog-feed/election-presidentielle-2017-urgence-droits-humains

1. Droits humains en France

Contrôles d'identité et profilage ethnique		
La position de Human Rights Watch	Emmanuel Macron	Marine Le Pen
<p>Pour lutter contre le profilage ethnique, ou « contrôle au faciès », Human Rights Watch encourage la mise en place de récépissés, systématiquement remis par les agents de police suite à un contrôle d'identité, pour en détailler les motivations légales et établir un registre écrit.</p> <p>(Plus d'informations ici)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Nous ne sommes pas en faveur des récépissés. » (Lettre) ▪ « La pratique des contrôles d'identité comporte parfois des éléments discriminatoires. » (Lettre) ▪ « Nous souhaitons que les formations au sein des écoles de police soient améliorées à cet égard. » (Lettre) ▪ « Nous généraliserons [...] l'usage des caméras piétons pour enregistrer les contrôles d'identité. » (Programme) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A notre connaissance, Marine le Pen n'a pas pris position publiquement sur des pratiques de contrôle au faciès lors des contrôles d'identité.

Etat d'urgence et lutte contre le terrorisme		
La position de Human Rights Watch	Emmanuel Macron	Marine Le Pen
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Ni moi ni aucun autre candidat à l'élection présidentielle ne dispose des 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A dénoncé « un état d'urgence de pacotille ». Ne s'est pas exprimée quant au moment où

<p>La prolongation indéfinie de l'état d'urgence constitue un danger pour l'Etat de droit et la protection des libertés fondamentales. Les droits humains devraient être pleinement respectés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la mise en œuvre de mesures de sécurité. (Plus d'informations ici)</p>	<p>informations nécessaires pour savoir si le niveau de risque [...] permet ou non la levée de l'état d'urgence. » (Lettre)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ [Après mon élection] « je pourrai prendre, ou non, la décision de lever l'état d'urgence » (Lettre) ▪ [La levée de l'état d'urgence] « est un objectif vers lequel il nous faut nécessairement tendre, car un état d'exception ne peut pas devenir la norme » (Lettre) ▪ [Retirer la nationalité française aux bi-nationaux] « est à la fois dangereux et irréaliste. » (programme) 	<p>devrait être levé l'état d'urgence (Le Figaro, 4 avril 2017)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ « Interdire et dissoudre les organismes de toute nature liés aux fondamentalistes islamistes. » (programme) ▪ « Déchéance de la nationalité française [...] pour tout binational lié à une filière djihadiste. » (programme) ▪ « Placer en détention préventive tout individu de nationalité française en lien avec une organisation étrangère suscitant des actes d'hostilité ou d'agression contre la France. » (programme)
---	---	---

Droit d'asile		
La position de Human Rights Watch	Emmanuel Macron	Marine Le Pen
<p>La France devrait respecter ses obligations internationales et protéger les réfugiés fuyant la violence et la persécution. La France devrait également faire preuve de plus d'initiative sur le sujet au sein de l'Union européenne. Les droits humains de tous les demandeurs d'asile présents sur le territoire français devraient être protégés. Le renforcement de la protection des enfants migrants non-accompagnés, particulièrement vulnérables, devrait être une priorité. (Plus d'informations ici)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Le devoir de l'Europe est d'offrir l'asile à ceux qui sont persécutés et demandent sa protection. » (programme) ▪ [Organiser] « l'OFPRO et les procédures de recours pour que la situation du demandeur puisse être réglée en 6 mois maximum, recours compris. » (Lettre) ▪ « Etudier les possibilités de renforcement de la protection de ces enfants non accompagnés » (Lettre) ▪ « Amélioration de l'information en direction des jeunes. » (Lettre) ▪ « Répartition équilibrée de l'accueil entre les pays européens. » (programme) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « L'ensemble des campements de migrants seront démantelés » (communiqué) ▪ « Les clandestins et les déboutés du droit d'asile seront reconduits à la frontière » (communiqué) ▪ « Nous réduirons drastiquement l'asile » (communiqué) ▪ « Les demandes d'asile ne seront plus étudiées en France, mais dans nos consulats et nos ambassades dans les pays d'origine ou à leurs limites. » (communiqué) ▪ « Rendre impossible la régularisation ou la naturalisation des étrangers en situation illégale. » (programme) ▪ « Plus de scolarisation des [enfants] clandestins. » (Huffington Post, 8 décembre 2016) ▪ « Supprim[er] l'Aide Médicale d'État réservée aux clandestins. » (programme)

2. Droits humains sur le plan international

Union européenne		
La position de Human Rights Watch	Emmanuel Macron	Marine Le Pen
<p>L'Union européenne devrait respecter ses valeurs fondatrices de respect des droits humains, notamment dans un contexte de scepticisme envers ses institutions et de montée d'extrémismes nationalistes. Les droits humains devraient être une priorité de la diplomatie européenne et des politiques communautaires, en particulier les politiques migratoires. (Plus d'informations ici)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Nous constatons la progression des discours intolérants et racistes en Europe et aux Etats-Unis. » (Lettre) ▪ « L'Europe doit parler d'une seule voix sur les droits humains. » (Lettre) ▪ « Les difficultés que traverse l'Europe incluent [...] montée des nationalismes, [...]remise en cause de l'espace Schengen. » (programme) ▪ « L'Europe est un projet [...] de paix, de prospérité et de liberté. » (Libération, 23 mars 2017) ▪ « Le refus de plusieurs pays d'Europe centrale de recevoir des migrants est inacceptable. Il faut des sanctions. Les pays qui ne respectent pas nos principes ne devraient plus avoir accès aux fonds européens. » (Libération, 23 mars 2017) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Une négociation sera engagée avec nos partenaires européens suivie d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne. » (programme) ▪ « Rétablir les frontières nationales et sortir de l'espace Schengen. » (programme)

Etats-Unis		
La position de Human Rights Watch	Emmanuel Macron	Marine Le Pen
<p>Le respect des droits de l'Homme, des libertés fondamentales et de l'Etat de droit devraient être une priorité du dialogue bilatéral et multilatéral entre la France et les Etats-Unis. Le Président Trump a pris des mesures qui soulèvent des préoccupations pour la protection des droits</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Plusieurs déclarations du président [Trump] [...] font planer le doute sur les intentions de la nouvelle administration concernant le respect des droits de l'homme. » (Lettre) ▪ « Un retrait américain du Conseil des droits de l'Homme serait un très mauvais signal » (Lettre) ▪ Au sujet de LafargeHolcim, prêt à vendre son ciment pour 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Avec Trump, avec Theresa May, avec Poutine, avec le groupe de Visegrad, je ne me sens pas du tout isolée » (compte twitter de Marine le Pen, 20 novembre 2016) ▪ « L'élection de Donald Trump ouvre une nouvelle ère de coopération entre les Nations. » (compte twitter de Marine le Pen, 19 janvier 2017) ▪ « Je pense que la plupart des réactions [au décret anti-

<p>humains aux Etats-Unis et dans le monde. (Plus d'informations ici)</p>	<p>le mur promis par Donald Trump à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis : « Nos entreprises ont une responsabilité sociale et environnementale et elles participent à l'ordre du monde. » (La Voix du Nord, 10 mars 2017)</p>	<p>immigration du président Trump] sont de mauvaise foi. » (interview to CNN, 1^{er} février 2017).</p>
---	---	---

Syrie		
La position de Human Rights Watch	Emmanuel Macron	Marine Le Pen
<p>Il est indispensable que tout accord conclu entre les parties garantisse le respect des droits humains, la protection des civils et la lutte contre l'impunité pour les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Syrie. (Plus d'informations ici)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Faire de la destitution de Bachar Al-Assad un préalable à tout a été une erreur. Notre principal problème, c'est Daech. » (Discours au Liban, 24 janvier 2017) ▪ « Bachar el-Assad est un dictateur. Il a commis des crimes, dénoncés par les Nations unies. Il n'y aura donc pas de paix sans justice. Ainsi, je ne suis pas favorable à la position [...] d'accommodement avec Assad. » (Entretien avec l'Orient, 26 janvier 2017) ▪ [Condition pour la paix] « que les crimes soient jugés » ; « L'Histoire [...] nous enseigne que l'impunité ne saurait être acceptée. » (Lettre) ▪ « La résolution du conflit syrien passe par une discussion exigeante et réaliste avec l'ensemble des puissances qui sont impliquées dans cette situation. » (Lettre) ▪ « Favorable à une intervention militaire sous l'égide des Nations unies. » [si la responsabilité du régime syrien est avérée dans l'attaque chimique de Khan Cheikhoun] (l'Emission politique, 6 avril 2017) ▪ Sur la frappe américaine en réaction à l'attaque chimique de Khan Cheikhoun : « Il est toujours préférable d'avoir une coordination entre forces alliées. » (Le Parisien, 12 avril 2016) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ «Bachar el-Assad est la solution viable [...]et une solution bien plus rassurante pour la France que l'Etat islamique ». (Discours au Liban, 20 février 2017) ▪ « Qui d'autre que Bachar el-Assad » [peut être un rempart contre l'Etat islamique]. « Ça ne veut pas dire que je ne considère pas que cette attaque chimique est une épouvante. Il y a une enquête internationale. Attendons donc les résultats de l'enquête internationale avant de se faire justice soi-même ». RLT-LCI, 9 avril 2017) ▪ Sur la frappe américaine en réaction à l'attaque chimique de Khan Cheikhoun: « Je note qu'il Trump] fait un choix inverse. » (RTL, 9 avril 2017)

Russie		
	Emmanuel Macron	Marine Le Pen
<p>La position de Human Rights Watch</p> <p>La France devrait prendre en compte, dans ses relations avec la Russie, les multiples violations des droits humains et du droit international commises par les autorités Russes, ainsi que leur position au Conseil de sécurité des Nations Unies vis-à-vis de la Syrie. (Plus d'informations ici)</p>	<ul style="list-style-type: none"> « Il faut certes discuter avec la Russie pour assurer la stabilité du Moyen-Orient. Mais n'oublions pas qui ils sont, ce qu'ils font, et la nature de leur régime. » (Libération, 23 mars 2017) « La Russie a renoué avec une politique extérieure agressive, comme en Ukraine, et menace l'Europe de l'Est, tandis que les tensions en Asie du Sud-Est inquiètent. » (programme) « Nous comptons également promouvoir [...] un encadrement de l'usage du droit de veto par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité en cas de crimes de masse ». (Lettre) « Cette question divise l'Europe ; c'est donc d'abord avec nos plus proches voisins européens que nous devons commencer à nous concerter pour préciser une approche qui donne aux droits de l'homme toute leur place dans notre relation avec Moscou. » (Lettre) 	<ul style="list-style-type: none"> [L'intervention de la Russie en Syrie] « a porté un sérieux coup au fondamentalisme. » (Rencontre avec Vladimir Poutine, 24 mars 2017) « Nous ne croyons pas en une diplomatie de menaces, de sanctions ou dans une diplomatie de chantage. » (Rencontre avec Vladimir Poutine, 24 mars 2017) [La Crimée] « a toujours été russe [...] les sanctions contre le Kremlin sont d'une stupidité totale. » (CNN, 1^{er} février 2017) « Il faut qu'on prenne des contacts avec des grandes nations sans lesquelles on ne pourra pas lutter efficacement contre le terrorisme islamiste. » (Europe 1, 27 mars 2017)

Arabie saoudite		
	Emmanuel Macron	Marine Le Pen
<p>La position de Human Rights Watch</p> <p>Il est essentiel que toutes ventes d'armes à destination de l'Arabie saoudite et des pays membres de la coalition qu'elle dirige au Yémen soient suspendues, tant que les bombardements ciblant des civils n'ont pas cessé et été investigués de manière crédible et indépendante. (Plus d'informations ici)</p>	<ul style="list-style-type: none"> « Nous ne voulons pas vendre des armes qui serviraient ensuite à massacrer des civils. Cela n'est pas supportable. Si nous travaillons avec les monarchies du Golfe, nous conditionnerons nos contrats au respect des droits de l'Homme et nous veillerons à ce que les armes françaises ne servent qu'à la défense nationale de nos pays partenaires. » (Lettre) 	<ul style="list-style-type: none"> A notre connaissance, Marine le Pen n'a pas pris position publiquement sur les ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux pays membres de la coalition qu'elle dirige au Yémen.

Chine		
<p>La position de Human Rights Watch</p> <p>La France, qui entretient des relations économiques et diplomatiques proches avec la Chine, devrait appeler à la libération immédiate de Liu Xiao Bo, lauréat du Prix Nobel de la paix en 2010 et appeler les autorités chinoises à mettre fin aux détentions arbitraires. (Plus d'informations ici)</p>	<p>Emmanuel Macron</p> <ul style="list-style-type: none"> « Nous ne nous interdirons d'aborder aucun sujet avec la Chine, ceux que vous mentionnez sont importants : encore faudra-t-il les aborder de manière efficace. » (Lettre) « La Chine est un acteur fondamental avec lequel la France et l'Europe doivent renforcer et équilibrer leurs relations dans les domaines sécuritaires, commerciaux et écologiques. Nous lancerons dans cet esprit, avec nos partenaires européens, une initiative globale pour négocier un accord transversal avec la Chine. » (programme) 	<p>Marine Le Pen</p> <ul style="list-style-type: none"> A notre connaissance, Marine le Pen n'a pas pris position publiquement sur le dialogue avec les autorités chinoises au sujet des droits humains.

Interventions militaires en Afrique		
<p>La position de Human Rights Watch</p> <p>La France devrait s'assurer que ses interventions militaires à l'étranger, particulièrement dans le cadre de la coopération anti-terroriste au Sahel, ne contribuent pas à la commission d'abus par des forces armées qu'elle soutient, ou par l'armée française elle-même. (Plus d'informations ici)</p>	<p>Emmanuel Macron</p> <ul style="list-style-type: none"> « La France juge ses soldats accusés d'avoir commis des exactions, et laisse la justice faire son travail en toute indépendance. Nous poursuivrons dans cette voie. » (Lettre) « Nous encouragerons les Nations unies à investir davantage [dans son] service de déontologie et discipline [...] qui veille à ce que les Casques Bleus respectent toutes les normes de conduite des Nations Unies. » (Lettre) « Au Sahel, avec nos alliés européens, nous menons des actions de formation des forces armées et de sécurité locales qui comportent toujours une composante significative concernant le respect des droits de l'homme. Il faut renforcer cette dimension chaque fois que cela est possible. » (Lettre) 	<p>Marine Le Pen</p> <ul style="list-style-type: none"> A notre connaissance, Marine le Pen ne s'est pas exprimée sur la mise en œuvre de mesures pour garantir que les interventions militaires à l'étranger ne contribuent pas à des abus de la part des forces armées. Sur les interventions militaires sur le continent africain : « L'armée française n'est plus là pour protéger des régimes mais pour appuyer les armées locales dans leur lutte contre le terrorisme, les former et les aider à intervenir. » (Le Monde Afrique, 11 avril) « L'aide en Afrique sera conditionnée à la bonne gouvernance et au respect de l'Etat de droit. » (Le Monde Afrique, 11 avril)

Lutte contre l'impunité

	Emmanuel Macron	Marine Le Pen
<p data-bbox="248 275 545 348">La position de Human Rights Watch</p> <p data-bbox="207 401 589 642">La France devrait lutter contre l'impunité pour les génocides, crimes de guerre et crimes contre l'humanité en apportant son soutien politique et financier à la Cour pénale internationale (CPI).</p> <p data-bbox="207 648 589 961">Le Président ou la Présidente devrait soutenir les efforts déployés par les autorités judiciaires françaises pour enquêter sur les auteurs de crimes graves commis à l'étranger, en Syrie par exemple, et les traduire en justice. (Plus d'informations ici)</p>	<ul data-bbox="618 258 1000 1121" style="list-style-type: none"><li data-bbox="618 258 1000 478">▪ « La France a toujours soutenu la Cour pénale internationale [...] La contribution française [au budget de la CPI] a augmenté ces dernières années [...] Nous poursuivrons cet effort ». (Lettre)<li data-bbox="618 485 1000 705">▪ « La lutte contre l'impunité doit être vue de façon plus globale: de nouvelles formes de justice transitionnelle sont actuellement explorées et méritent d'être soutenues. » (Lettre)<li data-bbox="618 711 1000 932">▪ « Il faut également explorer la lutte contre l'impunité au niveau non judiciaire. Des recommandations doivent être soumises au Secrétaire Général des Nations unies d'ici le mois de juin. » (Lettre)<li data-bbox="618 938 1000 1121">▪ « Nous comptons donc soutenir une diplomatie préventive active [...] afin de permettre [...] d'anticiper et de prévenir la commission de tels crimes. » (Lettre)	<ul data-bbox="1032 258 1406 380" style="list-style-type: none"><li data-bbox="1032 258 1406 380">▪ A notre connaissance, Marine le Pen ne s'est pas exprimée publiquement sur cette question.